



## **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-32 du 9 décembre 2022

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. Troisième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologie (TTC) à Washington DC
2. Les États-Unis demandent l'extension du délai des négociations à l'OMC sur la dérogation aux droits de propriété intellectuelle pour les traitements et diagnostics Covid
3. Démocrates et Républicains annoncent un compromis sur la loi de financement de la défense (NDAA), comprenant plusieurs dispositions visant la Chine

## Climat – énergie – environnement

4. Les États-Unis et le Royaume-Uni lancent un partenariat pour faire baisser les prix de l'énergie

## Transport et infrastructure

5. Avec le soutien bipartisan du Congrès, le président Biden valide définitivement l'accord collectif dans le transport ferroviaire de fret, écartant la menace d'une grève dans ce secteur

## Industrie

6. TSMC annonce la création d'une seconde usine de semiconducteurs avancés dans l'Arizona pour un investissement total de 40 Md\$

## Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Les conséquences agricoles désastreuses de la sécheresse californienne
8. Les supermarchés Whole Foods suspendent la vente de homard du Maine
9. L'USDA prévoit des revenus agricoles record en 2022
10. L'USDA annonce 981 M\$ d'aides au développement de l'économie rurale

## Numérique et innovation

11. En dépit des assurances de Twitter quant à sa politique de modération de contenus, la prolifération de publications climato-sceptiques et la pression du Congrès mettent l'entreprise en difficulté
12. Certains États fédérés agissent contre TikTok
13. Des États fédérés et le *Department of Justice* plaident pour une limitation de la portée de la section 230 dans le cadre de l'affaire Gonzalez contre Google devant la Cour Suprême

## Santé

***Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).***

# Commerce et sanctions

## 1. Troisième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologie (TTC) à Washington DC

Le 5 décembre s'est tenue la troisième ministérielle du Conseil commerce et technologie (TTC) entre les États-Unis et l'Union européenne à l'Université du Maryland, près de Washington DC. L'évènement a notamment été marqué par une discussion stratégique présidée, du côté américain par le Secrétaire d'État A. Blinken, la Secrétaire au Commerce G. Raimondo, et la Représentante au Commerce K. Tai et, du côté européen, par les Vice-Présidents exécutifs de la Commission V. Dombrovskis et M. Vestager.

La [déclaration](#) conjointe publiée à l'issue du Sommet en liste les principaux livrables: adoption d'une feuille de route sur l'évaluation d'une intelligence artificielle de confiance, lancement opérationnel d'un système d'alerte précoce pour faire face aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs, coopération en Jamaïque et au Kenya sur des infrastructures numériques et lancement d'une initiative transatlantique sur le commerce durable. Elle présente en outre le lancement d'une initiative transatlantique sur le commerce durable.

L'IRA est mentionné dans la déclaration conjointe, sous la forme d'une reconnaissance des préoccupations européennes et d'un engagement à les traiter: « *We acknowledge the EU's concerns and underline our commitment to address them constructively. We underline the TTC's role in achieving this and in supporting a successful and mutually supportive green transition with strong, secure, and diverse supply chains that benefit businesses, workers, and consumers on both sides of the Atlantic* ». Sur ce point, l'EVP Dombrovskis a fait montre à l'issue de la réunion d'un optimisme mesuré (« *We're leaving this meeting slightly more optimistic* ») tandis que le Secrétaire d'État Blinken a réaffirmé la volonté de l'administration de travailler avec les Européens sur la question (« *We are committed to moving forward together, not at the expense of each other but to the benefit of each other* »).

Le prochain sommet du TTC devrait avoir lieu au premier semestre 2023 en Suède, qui exercera alors la présidence du Conseil de l'UE.

## 2. Les États-Unis demandent l'extension du délai des négociations à l'OMC sur la dérogation aux droits de propriété intellectuelle pour les traitements et diagnostics Covid

Le bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [annoncé](#) le 6 décembre soutenir le report de la date butoir, initialement fixée au 17 décembre, des négociations portant sur l'extension aux traitements et diagnostics Covid de la dérogation à l'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle (TRIPS). L'USTR a également demandé à la Commission américaine sur les échanges commerciaux (USITC) de lancer une enquête sur les dynamiques de marché dans le secteur de ces traitements et diagnostics. L'USTR K. Tai a déclaré que, malgré les consultations tenues ces cinq derniers mois avec des parties prenantes diverses, « *de vraies questions demeurent sur un ensemble de sujets* » et que « *ce temps additionnel, couplé aux informations de l'USITC, aideront à prendre une décision plus éclairée* ».

## 3. Démocrates et Républicains annoncent un compromis sur la loi de financement de la défense (NDAA), comprenant plusieurs dispositions visant la Chine

Un texte de compromis a été [publié](#) le 6 décembre concernant la loi annuelle de financement de la défense (NDAA), actuellement en discussion au Congrès. Ce compromis contient plusieurs dispositions visant la Chine, notamment la création d'une « task-force » dirigée par le Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche et l'élaboration une stratégie contre les pratiques coercitives chinoises. Le texte prévoit également une revue des acquisitions par la Chine d'infrastructures portuaires et l'interdiction dans cinq ans pour les agences fédérales américaines d'acquérir des semi-conducteurs conçus ou produits par les entreprises chinoises SMIC, ChangXin Memory Technologies, Yangtze Memory Technologies Corp., ou par une entité contrôlée par une « *foreign entity of concern* ». Le texte prévoit enfin une évaluation des capacités économiques et technologiques de la Chine, qui permettra d'identifier les 200 plus grandes entreprises ou projets qui contribuent au développement de technologies stratégiques pour la Chine. Il ne comporte en revanche pas de disposition invitant l'administration à négocier un accord commercial avec Taiwan, comme l'avait proposé le sénateur démocrate Robert Menendez, qui préside la commission des affaires étrangères.

Ce texte de compromis a été voté par la Chambre des représentants le 8 décembre et doit désormais l'être par le Sénat en des termes identiques. Les deux chambres doivent adopter le texte avant le

16 décembre qui correspond à la date d'expiration des dispositions budgétaires fédérales actuelles.

### Brèves

- La Secrétaire au Trésor Janet Yellen a [salué](#) le 2 décembre la fixation d'un prix-plafond pour l'autorisation de services maritimes pour l'achat et le transport de pétrole russe. Le Département du Trésor américain a également [rappelé](#) les objectifs du dispositif et sa mise en œuvre, effective depuis le 5 décembre.
- Dans une [tribune](#) datée du 2 décembre, les Sénateurs Portman (Républicain, Ohio) et Coons (Démocrate, Delaware) se sont déclarés en faveur de l'adoption au Congrès d'ici la fin de l'année d'un texte bipartisan en matière commerciale, incluant notamment l'octroi à l'exécutif d'un mandat de négociation pour la conclusion de nouveaux accords commerciaux (« *Trade Promotion Authority* ») et le renouvellement de deux programmes de réduction des droits de douane, dont le système de préférences généralisées (SPG) en faveur des pays en voie de développement.
- Le Sous-secrétaire au Commerce en charge du contrôle-export, Alan Estevez, [s'est dit](#) confiant sur la capacité des États-Unis à obtenir un alignement de pays alliés sur les mesures américaines de contrôle-export dans le secteur des semi-conducteurs adoptées le 7 octobre, sans avoir toutefois nommé de pays spécifiques ni précisé de calendrier.
- Le premier cycle de négociation de l'IPEF, le cadre économique indopacifique, se [tiendra](#) en Australie à Brisbane du 10 au 15 décembre.

## Climat - Énergie - Environnement

### 4. Les États-Unis et le Royaume-Uni lancent un partenariat pour faire baisser les prix de l'énergie

Les États-Unis et le Royaume-Uni créent [un groupe d'action conjoint](#) pour la sécurité énergétique et l'accessibilité financière afin d'accélérer leur coopération sur les mesures à court terme visant à soutenir la sécurité énergétique et l'accessibilité financière au Royaume-Uni et en Europe.

Ce partenariat est le dernier effort de l'administration Biden pour travailler avec d'autres pays afin de minimiser l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur les prix internationaux de l'énergie. Dans ce cadre, de hauts responsables des deux pays « mèneront les travaux visant à réduire la dépendance mondiale à l'égard des exportations énergétiques russes, à stabiliser les marchés de l'énergie et à intensifier la collaboration en matière d'efficacité énergétique, de nucléaire et d'énergies renouvelables », selon le communiqué conjoint. La première réunion du groupe est prévue ce jeudi.

Une partie de l'objectif vise à ce que les États-Unis exportent en 2023 entre 9 et 10 milliards de mètres cubes de GNL via les terminaux britanniques, soit plus du double du niveau exporté en 2021, ont déclaré les deux pays. La façon dont cela pourrait être obtenu n'a toutefois pas été expliquée. Les deux gouvernements indiquent que les projets proposés aux États-Unis qui permettraient de doubler la capacité d'exportation des États-Unis

ont reçu les approbations réglementaires finales, mais qu'ils ont encore besoin de contrats de vente avant que leurs bailleurs de fonds ne décident d'engager les travaux.

Le groupe « travaillera également à réduire la dépendance mondiale à l'énergie russe en menant des efforts pour accroître l'efficacité énergétique et soutenir la transition vers une énergie propre, en accélérant le développement de l'hydrogène propre à l'échelle mondiale et en promouvant le nucléaire civil en tant qu'utilisation sûre de l'énergie », ont déclaré les deux gouvernements.

Parmi les autres objectifs du partenariat figurent la réduction de la consommation d'énergie du Royaume-Uni en provenance des bâtiments et de l'industrie de 15 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2021 et de collaborer au développement de petits réacteurs nucléaires modulaires. Les deux pays prévoient aussi de collaborer pour faire progresser les projets d'hydrogène propre, notamment par l'élaboration de systèmes de certification compatibles et la création de centres d'hydrogène dans les deux pays.

### Brèves

- Le DoE annonce le 6 décembre 2022 de [nouveaux programmes de formation de la main-d'œuvre dans le domaine de l'énergie propre](#) afin de soutenir la fabrication nationale et l'efficacité énergétique dans les bâtiments commerciaux et



institutionnels. Le DoE annonce son intention d'investir jusqu'à 72 M\$ de la loi bipartisane sur les infrastructures pour étendre le programme des centres d'évaluation industrielle (IAC). Cela permettra d'établir jusqu'à cinq centres d'excellence régionaux et de créer de nouveaux IAC dans des écoles professionnelles, des collèges communautaires et des programmes de formation syndicale. Les investissements annoncés seront également consacrés à de nouveaux *Building Training Assessment Centers* (BTAC) pour le développement de la main-d'œuvre afin de soutenir l'efficacité énergétique et la réduction des émissions dans les bâtiments commerciaux et institutionnels.

- Le DoE a annoncé le 7 décembre des [mesures pour électrifier et réduire les](#)

[émissions des bâtiments fédéraux](#). La toute première proposition de norme d'émissions pour les nouveaux bâtiments fédéraux vise à accroître l'électrification et réduire les émissions des bâtiments fédéraux neufs ou récemment rénovés. À partir de 2025, ces installations seront tenues de réduire de 90 % par rapport aux niveaux de 2003 les émissions sur site liées à la consommation d'énergie du bâtiment. En 2030, la norme permettra de décarboniser entièrement les émissions sur site des nouveaux bâtiments fédéraux et des rénovations importantes. Ces mesures sont destinées à contribuer à l'adoption de technologies plus propres pour les bâtiments, nécessaires pour atteindre l'objectif du président Biden de zéro émission nette dans tous les bâtiments fédéraux d'ici 2045.

---

## Transport et Infrastructure

### 5. Avec le soutien bipartisan du Congrès, le président Biden valide définitivement l'accord collectif dans le transport ferroviaire de fret, écartant la menace d'une grève dans ce secteur

Le président Biden a [promulgué](#) le 2 décembre le projet de loi ([H.J.Res.100](#)) actant l'adoption définitive d'un accord collectif dans le transport ferroviaire de marchandises. Cet acte permet l'entrée en vigueur tel quel de l'accord préliminaire qui avait été agréé entre les directions des compagnies de fret et des syndicats en septembre dernier, à l'issue d'une longue et difficile négociation dont le dénouement avait requis l'intervention de l'administration Biden, en particulier les Secrétares chargés du Travail et des Transports.

La procédure de négociation prévoyait toutefois que cet accord préliminaire soit confirmé ultérieurement à travers l'obtention d'un vote majoritaire des adhérents au sein de chaque syndicat du secteur. Fin novembre, les adhérents de 4 syndicats sur les 12 concernés avaient finalement fait connaître leur rejet du projet d'accord et menaçaient d'un appel à la grève à partir du 9 décembre, au motif principal que le texte en l'état

n'incluait pas la possibilité de congés maladie rémunérés.

Le 28 novembre, devant le risque d'une mise à l'arrêt imminente du système de fret ferroviaire faute d'accord définitif, avec des répercussions potentielles dommageables à l'ensemble de l'économie du pays, M. Biden avait [appelé](#) le Congrès à user de ses prérogatives afin de se saisir de l'accord préliminaire et imposer son adoption « sans modification ni délai ». Suivant cet appel, un projet de loi avait été voté en ce sens par la Chambre des représentants le 30 novembre, adopté à son tour à l'identique par le Sénat le 1<sup>er</sup> décembre, recueillant successivement dans les deux Chambres un très large soutien bipartisan, après le rejet d'une proposition d'amendement des élus démocrates portant sur la revendication des congés maladie rémunérés.

Dans ses [remarques](#) adressées lors de la signature du texte, le président Biden, prenant note que l'accord ne comprenait pas l'ouverture du droit à des congés maladie payés, a cependant tenu à réaffirmer cet objectif et son soutien de longue date en faveur de l'instauration de telles dispositions « non seulement pour les employés du rail mais pour chaque travailleur en Amérique ».

---

## Industrie

### 6. TSMC annonce la création d'une seconde usine de semiconducteurs avancés dans l'Arizona pour un investissement total de 40 Md\$

L'entreprise taïwanaise Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) annonce la création d'une seconde usine de semiconducteurs en Arizona et accroît ainsi son investissement dans l'État de 12 Md\$ (annoncés en 2020) à 40 Md\$. La décision intervient alors que les tensions entre Washington et Pékin augmentent en matière de semiconducteurs, les États-Unis imposant des contrôles sur la vente de semiconducteurs avancés

et d'équipements de fabrication de puces aux entreprises chinoises. Il s'agit du plus important investissement étranger de l'histoire de l'Arizona. Le PDG d'Apple, Tim Cook a affirmé qu'Apple souhaitait développer son approvisionnement en microprocesseurs fabriqués aux États-Unis et qu'il sera ainsi le principal client des nouvelles usines américaines de TSMC. Les usines seront capables de produire des puces de génération 4 nanomètres et 3 nanomètres, utilisées dans des processeurs avancés tels que les séries A et M d'Apple et les processeurs graphiques Nvidia. La première usine devrait produire des semiconducteurs en 2024, et la seconde à partir de 2026.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 7. Les conséquences agricoles désastreuses de la sécheresse californienne

Un groupe de chercheurs (de l'UC Merced, de l'UC Davis, du CITRIS et du *Public Policy Institute of California*) a publié un [rapport](#) sur les effets économiques de la sécheresse qu'a connue la Californie ces trois dernières années, l'une des pires jamais enregistrées. La quantité de terres en jachère cette année a en effet dépassé le pic de la dernière période de sécheresse en Californie, de 2012 à 2016. Les chercheurs estiment que les terres agricoles irriguées de la Californie ont diminué de 752 000 acres (environ 305 000 ha), soit près de 10 %, en 2022 par rapport à 2019 – l'année précédant la sécheresse. Les livraisons d'eau dans la Vallée centrale ont par exemple été réduites de près de 43 % en 2021 et en 2022.

En conséquence, le rapport estime que les revenus directs de l'activité agricole ont diminué de 1,3 Md\$ en 2021 (3,5 %) et de 1,7 Md\$ en 2022 (4,3 %), ce qui correspond à des pertes de 810 M\$ de valeur ajoutée du secteur au PIB californien en 2021 et de 1,2 Md\$ en 2022. Les effets indirects, sur les industries de transformation alimentaire, qui dépend de la production agricole, sont tout aussi importants et sont évalués à environ 590 M\$ en 2021 et 845 M\$ en 2022. Au total, la sécheresse devrait provoquer 2 Md\$ de pertes de valeur ajoutée pour cette seule année 2022 (réduction de 5,9 % par rapport à 2019) et la perte de 19 420 emplois.

Face à la pression que le changement climatique exerce sur l'agriculture, les agriculteurs ont

considérablement augmenté le pompage des eaux souterraines ces deux dernières années : les exploitations agricoles ont pompé 27 % de plus d'eau souterraine cette année qu'en 2019. Si cela a permis de limiter l'impact économique de la sécheresse, ce surpompage n'est pas viable : pour respecter les règles de durabilité des sources souterraines imposées par la loi californienne, de vastes zones de terres agricoles devront *in fine* être retirées définitivement de la production, ce qui mettra encore plus à mal la première économie agricole du pays.

### 8. Les supermarchés Whole Foods suspendent la vente de homard du Maine

À la suite des décisions de deux groupes de protection marine de déclassifier le homard du Maine de la catégorie des produits issus de la pêche durable, le distributeur Whole Foods a annoncé, fin novembre, [suspendre la vente](#) de homard du Maine dans ses magasins à travers le pays. En raison des risques causés par les équipements de pêche pour les baleines franches de l'Atlantique Nord, le guide de consommation responsable de *Seafood Watch* de l'Aquarium de Monterey Bay a en effet [classé](#), en septembre dernier, le homard dans la liste « rouge » des espèces à ne pas consommer. Le 16 novembre, l'organisation *Marine Stewardship Council* (MSC) a, à son tour, [annoncé](#) suspendre sa certification du homard, ce que Whole Foods a pris en considération, conformément à sa [politique](#) de vente des produits de la mer. La décision de Whole Foods ne concernera pas le homard acheté avant le changement de classification et devrait durer

jusqu'à ce qu'il soit à nouveau certifié durable. Si d'autres entreprises, notamment HelloFresh et Blue Apron, ont fait le même choix en septembre, Whole Foods est en revanche le premier grand distributeur à prendre une telle mesure. Cette dernière n'a d'ailleurs pas tardé de faire [réagir](#) la gouverneure et les élus du Maine, qui ont exprimé leur déception et dénoncé le manque de base scientifique des recommandations de ces groupes environnementaux. Il convient de noter que Seafood Watch et MSC reprochent également au *National Oceanic and Atmospheric Administration Fisheries*, direction rattachée au ministère du Commerce, son application partielle des lois fédérales sur la protection des mammifères marins.

## 9. L'USDA prévoit des revenus agricoles record en 2022

Selon les dernières [prévisions](#) de l'*Economic Research Service* (ERS) de l'USDA publiées le 1<sup>er</sup> décembre, le revenu agricole américain net, corrigé de l'inflation, atteindrait 160,5 Md\$ en 2022, soit une hausse de 7,2 % en un an. Si cette prévision se concrétise, il s'agira du plus haut revenu agricole net depuis 1973. En termes de chiffre d'affaires, la hausse serait de l'ordre de 19 % pour les cultures agricoles, pour atteindre un total de 285,5 Md\$. Cette hausse serait principalement tirée par celle des chiffres d'affaires issus des cultures de maïs (+27,6 %), de soja (+29,5 %) et de blé (+23,7 %). S'agissant des produits d'élevage, la hausse du chiffre d'affaires est estimée à 30,8 % et portée par celle des chiffres d'affaires issus de la production d'œufs de poule (+110 %), de lait (+38,1 %) et de poulet (+55,2 %). L'ERS indique néanmoins que ces hausses seraient dues, à plus de 90 %, à des effets de prix. Concernant les dépenses de production du secteur agricole, l'ERS s'attend à une augmentation moyenne de 18,8 %. Les hausses les plus importantes concerneraient les dépenses en engrais (+47 %), alimentation animale (+17,4 %), charges financières (+41 %) et carburant (+47,7 %). Ce revenu agricole record est d'autant plus remarquable qu'il interviendrait au moment où les aides directes du gouvernement diminueraient de 36,3 % (-9 Md\$) par rapport à 2021 du fait, principalement, de la fin des aides exceptionnelles liées à la pandémie.

## 10. L'USDA annonce 981 M\$ d'aides au développement de l'économie rurale

Le 6 décembre, le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) 981 M\$ de prêts et de subventions pour améliorer les opportunités de marché des entreprises et entrepreneurs ruraux dans 47 États, Guam et les Îles Vierges des États-

Unis. L'objectif poursuivi est de créer de nouveaux emplois et d'accompagner le développement des entreprises en milieu rural grâce à des modes de financement relativement peu coûteux et accessibles. [242 projets](#) bénéficieront de ces aides financées par huit programmes de l'USDA : [Biofuel Producer Relief Payments Program](#), [Business & Industry Loan Guarantees](#), [Community Facilities Guaranteed Loan Program](#), [Rural Cooperative Development Grant Program](#), [Rural Economic Development Loan & Grant Program](#), [Rural Innovation Stronger Economy \(RISE\) Grants Program](#), [Rural Microentrepreneur Assistance Program](#) et [Water & Waste Disposal Loan Guarantees](#).

## Brèves

- Dans une [lettre](#) du 21 novembre adressée aux leaders des commissions agricoles du Congrès, des organisations d'éleveurs et de transformateurs de produits agricoles biologiques demandent des aides d'urgence pour faire face à la forte hausse des prix de l'alimentation de leur bétail. Selon les signataires, le prix du soja biologique par boisseau aurait, par exemple, augmenté de 110 % depuis janvier 2021, soit bien plus que les prix de vente du lait, des œufs, du poulet, de la dinde et du porc issus de l'élevage biologique.
- Le 25 novembre, l'entreprise McDonald's a [poursuivi en justice](#) plusieurs fournisseurs de viande de porc, dont Hormel Foods, JBS USA, Seaboard Foods et Tyson Foods, pour avoir, depuis 2009, mis en œuvre un « complot » supposé limiter la production de viande, puis augmenter et stabiliser artificiellement les prix à un niveau élevé aux États-Unis. La chaîne de restauration rapide accuse également l'entreprise d'analyse et de recherche statistiques, *Agri Stats*, d'avoir contribué à la formation de cette entente en fournissant aux accusés des informations sensibles, inhabituellement échangées entre concurrents d'un même marché.
- Le 28 novembre, le *Federal Motor Carrier Safety Administration* du ministère des Transports a [rejeté](#) une pétition d'organisations agricoles demandant l'autorisation pour les camionneurs transportant du bétail de conduire quinze heures sur une période de seize après dix heures consécutives de repos. La législation actuelle limite la période de conduite à quatorze heures par jour au-delà d'un rayon de 240 kilomètres du lieu d'origine ou de destination du bétail. Pour le ministère, l'extension de la période de conduite aurait pu porter atteinte au niveau de sécurité routière,



tandis que le *Farm Bureau* considère la période de repos obligatoire des chauffeurs comme nuisible au bien-être des animaux, notamment par temps chaud.

- Le 30 novembre, les sénateurs Républicains et membres de la commission agricole, John Boozman (R-AR) et Mike Braun (R-IN), ont soumis une [proposition de loi](#) visant à empêcher la *Securities and Exchange Commission* (SEC) (i.e. l'organisme fédéral de contrôle des marchés financiers) d'imposer aux entreprises cotées en bourse la publication des émissions de gaz à effet de serre de leurs chaînes d'approvisionnement. Plus précisément, la proposition de loi souhaite exempter les agriculteurs et les éleveurs, qui fournissent les entreprises concernées, de se soumettre à la [règle](#).

- Le 1<sup>er</sup> décembre, l'*Environmental Protection Agency* (EPA) a [proposé](#) de nouvelles restrictions sur l'usage du carbaryl, pesticide utilisé par les fruiticulteurs, maraîchers et services forestiers, dont l'effet nuisible sur la [santé humaine](#) et les espèces en voie de disparition aurait été démontré. L'EPA prévoit notamment de réduire la pollution des eaux en limitant les applications du pesticide dans les zones proches des habitats aquatiques et lors des périodes de pluie. Elle souhaite en outre renforcer la protection des agents fédéraux manipulant le pesticide en introduisant des mesures de précaution (tenue de protection, limite sur la quantité quotidienne de pesticide appliquée par agent).

## Numérique et Innovation

### 11. En dépit des assurances de Twitter quant à sa politique de modération de contenus, la prolifération de publications climato-sceptiques et la pression du Congrès mettent l'entreprise en difficulté

La prolifération de contenus fallacieux sur le changement climatique sur Twitter a atteint des niveaux sans précédent cette année, selon une [analyse](#) menée pour le Times par des chercheurs de l'Université de Londres. L'augmentation de contenus climato-sceptiques s'ajoute aux préoccupations croissantes concernant la désinformation et la prolifération de contenus haineux depuis la prise de contrôle de Twitter par Elon Musk. Selon l'Université de Londres, il y aurait eu plus de tweets et de retweets climato-sceptiques en 2022 que toute autre année depuis la création de Twitter en 2006. Cela représente 850 000 tweets ou retweets climato-sceptiques cette année, contre 650 000 en 2021 et 220 000 en 2020. En outre, Twitter a cessé d'appliquer sa politique de désinformation sur le Covid-19 (pour mémoire, plus de 11 000 comptes ont été suspendus pour violation de sa politique de lutte contre la désinformation Covid entre janvier 2020 et septembre 2022). La [direction de Twitter](#) entend cependant rassurer sur ses efforts de modération des contenus. Twitter s'appuie ainsi sur l'automatisation pour modérer le contenu, supprimant certaines révisions manuelles et favorisant les restrictions de distribution plutôt que la suppression de tweets. L'entreprise met également en avant sa restriction plus forte des

hashtags et des résultats de recherche dans des domaines tels que l'exploitation des enfants. Enfin la direction de Twitter a déclaré qu'Elon Musk avait encouragé les équipes à prioriser la sécurité de la plateforme par rapport à la croissance du nombre d'utilisateurs ou des revenus. Cette approche, résumée dans le mantra « *freedom of speech, not freedom of reach* » consiste au maintien de certains tweets qui violent les politiques de l'entreprise tout en les empêchant d'apparaître spontanément dans les suggestions faites aux utilisateurs. Elle se traduit aujourd'hui par la décision d'Elon Musk de ne plus supprimer les contenus légaux mais dangereux, mais de se contenter de les démonétiser et de ne plus les recommander dans les algorithmes. Cette approche permet selon Twitter un discours plus libre tout en réduisant les dommages potentiels associés au contenu viral abusif. Le 2 décembre, Elon Musk a ainsi promis « un renforcement significatif de la modération des contenus et de la protection de la liberté d'expression » lors d'une rencontre avec le président Emmanuel Macron.

Le Congrès maintient cependant la pression sur l'entreprise. Le 6 décembre, trois représentants démocrates ont envoyé un courrier à Elon Musk concernant la possibilité que la République populaire de Chine (RPC) ait utilisé une campagne de manipulation sur Twitter afin de restreindre l'accès aux informations sur les manifestations en RPC. Citant leurs préoccupations concernant les impacts potentiels des cybercapacités croissantes de la RPC, y compris les opérations d'influence malveillante étrangère, sur les intérêts de la sécurité

naionale américaine, les trois représentants ont demandé des informations concernant les activités chinoises sur la plateforme, ainsi que des informations supplémentaires sur les efforts de Twitter pour détecter et identifier une telle activité.

## 12. Certains États fédérés agissent contre TikTok

Le 7 décembre, le procureur général de l'Indiana, Todd Rokita, a [annoncé](#) le lancement de deux poursuites distinctes contre TikTok – toutes deux liées à de fausses allégations faites par la société au sujet de son application de partage de vidéos du même nom. Le premier procès accuse TikTok d'avoir attiré des enfants sur la plateforme au travers d'une variété de représentations trompeuses indiquant que l'application ne contient pas ou peu de contenu sexuel, peu de propos grossiers, ou peu de références à la drogue – alors qu'en réalité l'application regorge d'exemples extrêmes de tels contenus. Un élément essentiel du modèle commercial de TikTok consiste selon le procureur à présenter l'application comme sûre et appropriée pour les enfants âgés de 13 à 17 ans. Le deuxième procès accuse TikTok de posséder des données hautement sensibles et des informations personnelles sur les consommateurs de l'Indiana et d'avoir trompé ces consommateurs en leur faisant croire que ces informations sont protégées du gouvernement et du Parti communiste chinois. Dans le même temps, le Texas, le Maryland, le Dakota du Sud, le Nebraska, et la Caroline du Sud, ont interdit à leurs employés publics d'utiliser TikTok sur des terminaux gouvernementaux en raison de problèmes de sécurité nationale.

## 13. Des États fédérés et le *Department of Justice* plaident pour une limitation de la portée de la section 230 dans le cadre de l'affaire Gonzalez contre Google devant la Cour Suprême

Le 6 décembre, 26 procureurs généraux des États fédérés, notamment l'Arkansas, l'Idaho, la Californie, l'État de New York, et le district de Columbia, ont déposé un mémoire d'*amicus curiae* auprès de la Cour suprême, pour que celle-ci limite la portée de la section 230, qui protège les plateformes comme Twitter, Facebook ou YouTube contre les poursuites pour le contenu publié par leurs utilisateurs. Ce mémoire a été déposé dans le cadre de l'affaire Gonzalez contre Google, dans laquelle la Cour suprême aura à se prononcer en

2023 sur la question de savoir si l'immunité juridique des plateformes technologiques s'étend aux algorithmes de recommandation qui promeuvent le contenu lié au terrorisme. Dans leur mémoire, les procureurs généraux affirment que leur capacité à « réparer les torts liés à Internet » a été réduite par l'interprétation des juges sur la façon dont la section 230 protège les plateformes technologiques. Ils ont déclaré que la loi devait être réinterprétée pour permettre aux États de réprimer les conduites préjudiciables de tiers. Le 7 décembre, le *Department of Justice* a pris une position similaire, affirmant que la section 230 ne devrait pas protéger Google en ce qui concerne les contenus terroristes. Ce mémoire intervient alors que Joe Biden avait renouvelé ses appels au Congrès pour supprimer les protections de la section 230 en septembre dans le cadre de recommandations plus larges en matière de politique technologique. Google a déclaré dans un communiqué que « saper la section 230 rendrait plus difficile la lutte contre les contenus préjudiciables – rendant Internet moins sûr et moins utile pour nous tous ».

### Brèves

- Le 7 décembre, le procureur général du District de Columbia Karl A. Racine a [annoncé](#) une nouvelle poursuite contre Amazon pour avoir volé des pourboires aux chauffeurs-livreurs par le biais d'un stratagème trompeur et illégal qui a amené les consommateurs à croire qu'ils augmentaient la rémunération des chauffeurs, alors qu'Amazon détournait en fait ces pourboires pour réduire ses propres coûts de main-d'œuvre et augmenter ses bénéfices.
- Le 7 décembre, Apple a [annoncé](#) qu'elle ajoutera un cryptage de bout en bout aux sauvegardes iCloud. Apple augmentera ainsi le nombre de catégories de données protégées par un cryptage de bout en bout de 14 à 23, avec les sauvegardes, les notes et les photos désormais couvertes.
- Le 30 novembre, OpenAI a lancé son service ChatGPT, un chatbot très poussé basé sur l'IA, et qui a déjà atteint un million d'utilisateurs, selon le PDG d'OpenAI, Sam Altman.
- Après avoir [voté](#) le 29 novembre un texte controversé autorisant l'utilisation par la police de robots télécommandés disposant de la force létale, en cas de péril grave et imminent, le Conseil des Superviseurs (les responsables législatifs de la ville) de San Francisco a finalement décidé de l'interdire, renvoyant la question à un comité de réflexion.



# Santé

## Brèves

- Amazon a [lancé](#), via son service AWS, son espace de stockage de données génomiques, transcriptomiques ou plus généralement liées à la biologie, Amazon Omics. Dans ce cadre, Amazon collabore avec des vendeurs de logiciels indépendants ainsi qu'avec des consultants comme BioTeam, Cloud303 ou Loka.
- Le *Health and Human services* (HHS) a [publié](#) une note informative pour préciser la responsabilité des entreprises et des entités couvertes par le *Health Insurance Portability and Accountability Act* (HIPAA) à s'assurer du respect, dans le cadre du HIPAA, de la protection des données personnelles de santé identifiables, récupérées par les technologies de «tracking» dans le cadre des interactions entre les utilisateurs et les applications.
- Le HHS a également [proposé](#) le 29 novembre d'ajouter dans le *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (CARES) de nouvelles mesures de protection des patients souffrant d'addictions. Cette disposition obligerait à une plus grande coordination entre les prestataires de traitements pour les patients souffrant d'addiction et à une protection renforcée des données privées et des parcours de soins de ces derniers, afin d'éviter des inégalités de traitement. Il ne serait plus possible par exemple d'utiliser ces dossiers dans le cadre de procédures civiles, criminelles, administratives et législatives.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**S'Inscrire**